

Conseil départemental de la Manche  
**Groupe des élus socialistes et républicains – *notre Manche***

Séance plénière du 30 mars 2018

OUVERTURE DE LA SÉANCE PUBLIQUE

**Anna PIC**

Présidente du groupe

Conseillère départementale, canton de Cherbourg-Octeville 1

---

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

Comme vous venez de le rappeler, notre pays a encore été la cible du terrorisme. Et nous aussi, nous voulons, ce matin, rendre hommage à nos concitoyens victimes ainsi qu'au Colonel Beltrame, que nos collègues du sud-manche ont bien connu. Il a été au bout de son engagement, avec un courage et une abnégation incroyables.

Dans ces circonstances, nous voulons témoigner toute notre reconnaissance aux forces de sécurité dans leur ensemble, qu'elles soient visibles, ou qu'elles œuvrent dans l'ombre. Grâce à elle, des dizaines d'attentats isolés, comme celui que nous venons de connaître, ont été déjoués. Nous devons faire face à un mode d'action qu'il est extrêmement difficile de contrer. La culture du sacrifice qui anime ces terroristes radicalisés conduit à des actes abjectes qui peuvent intervenir à tout moment sans moyen de raisonner les assaillants.

Mais nous l'avons vu, avec cet attentat, combien les nouveaux modes d'actions de nos forces de l'ordre ont permis d'agir rapidement, de circonscrire en peu de temps les agissements du terroriste. Les mesures préventives, les entraînements, les exercices grandeur nature, les équipements fournis, les nouveaux protocoles sont autant d'avancées qui,

lorsque nous n'avons pu déjouer l'acte, permettent d'en limiter les conséquences. Même si, en l'occurrence, elles restent encore bien trop dramatiques.

Nous devons, malheureusement, accepter que notre pays soit sous cette menace diffuse. Et qu'au-delà de tout ce que l'État peut mettre en œuvre pour protéger la population, chacun doit s'appropriier la culture du risque et accepter un certain nombre de mesures préventives. Oui, nous l'avons vu à Trèbes, un acte isolé peut intervenir n'importe quand et surtout n'importe où. Aujourd'hui, avec les médias et les réseaux sociaux, un attentat a le même écho, crée la même stupeur, la même terreur, où qu'il soit commis. C'est pourquoi, plus que jamais, nous avons besoin de cohésion nationale, de faire bloc, pour contrer ce qu'est le jeu des terroristes : la division.

Avant de passer à l'examen des rapports, nous voulions, outre ce sujet grave, interpeler notre assemblée sur deux autres points.

---

A l'image des Présidents de régions et pour relayer les interventions de plusieurs élus, nous voulions exprimer, ici, nos inquiétudes face aux récentes prises de position du Gouvernement sur les énergies marines renouvelables.

Que ce soit pour l'éolien en mer, et l'annonce de la renégociation des projets, ou sur l'hydrolien, dont le calendrier des appels d'offres a été reporté, notre territoire est en première ligne. Avec la Région et la Communauté urbaine de Cherbourg, à l'époque, le Département a, dans le cadre de PNA, investi dans ces projets pour porter le développement industriel de la filière sur le port de Cherbourg. Bien sûr, des inquiétudes sont nées du fait de la restructuration, au niveau mondial, des groupes

privés porteurs de ces infrastructures. Finalement, l'annonce récente de Général Electric est venue conforter notre positionnement puisque l'industriel s'est engagé à investir 80 millions d'euros sur le site de Cherbourg pour la fabrication de pales d'éoliennes. A la clé, ce sont 550 emplois directs et 2000 emplois indirects qui sont annoncés. Aujourd'hui, nous arrivons à une situation ubuesque, les industriels sont prêts... et c'est l'État français qui menace de faire faux bond et de mettre à l'arrêt une filière industrielle innovante et émergente !

Nous devons nous exprimer avec force pour que le calendrier et les engagements sur les énergies marines renouvelables soient respectés. Notre pays a déjà pris suffisamment de retard. Nous avons une chance historique de localiser en France, et en particulier dans notre territoire, une activité industrielle nouvelle. C'est une opportunité économique qui est couplée à une nécessité écologique. Comme collectivités, nous avons su prendre nos responsabilités, nous avons su faire preuve d'intelligence collective au-delà de tout clivage politique. Au Président de la République, au Premier ministre et aux parlementaires de maintenant jouer leur rôle, de respecter les engagements successifs pris par les Gouvernements depuis 2011 et d'avancer, en responsabilité, à nos côtés.

---

Nous voulions, enfin, profiter de ce temps de parole pour relayer l'inquiétude exprimée la semaine dernière par les agents et fonctionnaires publics.

Les annonces du Gouvernement au sujet de sa vision de la fonction publique semblent nous replonger 35 ans en arrière, où le libéralisme thatcherien a conduit aux dégâts connus au Royaume-Uni sur les services publics et les infrastructures. Comment est-il aujourd'hui possible de s'inspirer de ce modèle alors que le service public, en France, est une richesse, une condition d'égalité territoriale.

On ne peut détacher la question du statut des fonctionnaires de celle du bon fonctionnement des services publics. C'est le fondement de notre modèle social. Il repose sur l'idée d'un accès à des services pour tous, une base commune qui donne un sens collectif au monde dans lequel nous vivons. C'est aussi la garantie de pouvoir vivre correctement partout sur le territoire, en ville, dans les zones périphériques, en milieu rural. Partout, l'accès aux besoins fondamentaux est permis : énergie, eau, télécommunication, enseignement, soins, démarches administratives, mobilité etc. Peut-être, avons-nous trop le sentiment qu'il s'agit d'un acquis pour ne pas en prendre soin. Ce serait une grave erreur.

La vision libérale de la politique économique de l'actuel Gouvernement, sa tendance naturelle à soutenir les grands groupes privés, sa vision verticale de l'organisation de l'État, avec la quasi-mise sous tutelle financière des collectivités, sont autant d'éléments inquiétants lorsque l'on ajoute la tentation de casse du statut de la fonction publique. Nous nous opposons à cette recentralisation qui ne dit pas son nom et cette défiance permanente vis-à-vis des élus locaux.

Notre population a besoin de services publics modernes, efficaces, adaptés à l'évolution de la société, accessibles. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien changer, qu'il ne faut pas adapter les réponses. Mais il est, pour nous, extrêmement dangereux de vouloir casser le cadre, de vouloir remettre en question les fondements même de l'organisation de nos services publics. Les décisions qui peuvent être prises, aujourd'hui, vont nous engager sur une période longue, bien au-delà du mandat de l'actuelle majorité. C'est pourquoi, il est important de réagir et d'exprimer avec force, ce qui est essentiel à notre modèle social

---

Je tenais à saluer, en conclusion, la présence du collectif de soutien aux migrants, et leur garantir notre soutien dans la défense de l'accueil des mineurs non accompagnés qui relève de notre collectivité.

---